



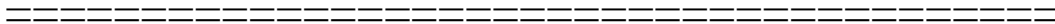
UNITED NATIONS OFFICE FOR WEST AFRICA

Conférence de Presse de Saïd Djinnit

Ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies

pour l'Afrique de l'Ouest

Dakar, lundi 13 octobre 2014



Chers amis des media,

Je vous remercie de votre participation à cette rencontre qui a été organisée pour me permettre de dire au revoir à la communauté des media bases à Dakar.

Au moment où je m'apprête à quitter Dakar et la région à l'issue de mon mandat en qualité de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest, je tiens à remercier tous ceux qui, de près ou de loin, ont coopéré avec moi et mes collaborateurs dans l'accomplissement de notre mission. Je remercie en particulier les Chefs d'état et les équipes gouvernementales avec lesquelles nous avons travaillé, ainsi que la CEDEAO, l'UA, l'UEMOA, l'UFM et tous les autres partenaires internationaux pour leur coopération exemplaire et fructueuse. Je tiens également à remercier mes collègues du système des Nations Unies dans la région pour leur contribution et leur coopération. Last but not least, je remercie, à travers vous, l'ensemble de la communauté des media qui ont couvert nos activités et qui contribuent à informer l'opinion publique sur les développements en Afrique de l'Ouest

Tout au long de mon mandat qui a duré six ans et demi, nous avons travaillé résolument aux côtés des dirigeants des pays de la région, des représentants de la société civile et des femmes, à la promotion et la consolidation de la paix, la sécurité et la stabilité. Nous l'avons fait en soutien aux efforts engagés par les pays de la région et les institutions régionales, notamment la CEDEAO à laquelle je tiens à rendre un hommage appuyé pour son engagement et son dynamisme. Ensemble, nous avons recherché des solutions consensuelles et pacifiques aux nombreuses crises souvent marquées par des

coups d'Etat qui ont secoué la région durant ces dernières années. Nous avons accompagné les pays de la région dans la préparation d'élections cruciales pour la consolidation de la démocratie et la stabilité dans la région. Nous avons parfois été appelés à offrir nos bons offices pour désamorcer des crises électorales et créer les conditions propices à la tenue d'élections démocratiques et pacifiques. J'ai une pensée particulière pour la Guinée et je remercie les acteurs politiques de ce pays pour la confiance qu'ils ont placée en moi et en m'acceptant comme le Facilitateur international de leur dialogue politique en 2013 qui a abouti à la tenue d'élections législatives libres et pacifiques.

En ma qualité de Président de la Commission Mixte Nigeria Cameroun (CNMC) et de la Commission de suivi de l'Accord de Greentree sur la péninsule de Bakassi, nous avons œuvré sans relâche avec mon équipe au rapprochement des points de vue entre les deux pays sur la démarcation de leurs frontières maritime et terrestre et sur la question de la presqu'île de Bakassi, ainsi qu'au retour de la confiance. Au bout de ces efforts collectifs, je suis fier de rappeler que la question de Bakassi a été définitivement réglée à travers une Déclaration conjointe que j'ai signée au nom des Nations Unies avec les Chefs des Délégations camerounaise et nigériane à Genève le 23 octobre 2013. Dans cette déclaration, les Chefs de délégation du Cameroun et du Nigeria et moi-même avons confirmé aux noms de nos pays et Organisation respectifs la pleine et entière souveraineté du Cameroun sur le territoire de la presqu'île de Bakassi depuis le 13 août 2013. S'agissant de la démarcation de la frontière terrestre, l'essentiel du travail a été accompli par les équipes techniques conjointes. A ce jour, environ 1947 km de frontière ont été délimitées conjointement sur un total estimé à 2100 km. Le travail de démarcation restant aurait dû être achevé avant le mois de septembre, n'eût été la détérioration des conditions sécuritaires dans les zones frontalières du Cameroun et du Nigeria due aux activités terroristes du groupe Boko Haram. Lors de la dernière réunion des chefs de délégations de la Commission Mixte Cameroun- Nigeria qui a eu lieu le samedi 11 Octobre à Yaoundé, il a été décidé de régler définitivement les questions pendantes en matière de démarcation en utilisant les moyens technologiques disponibles, afin de contourner la situation de blocage due à l'impossibilité d'organiser des visites de terrain en raison du contexte d'insécurité. Ainsi, la démarcation des zones résiduelles de désaccord devrait être achevée à la fin du mois de novembre.

Il convient de noter que c'est dans le cadre de la Commission Mixte Cameroun-Nigeria et de la Commission de suivi de l'accord de Greentree que le Cameroun et le Nigeria ont été encouragés à élaborer et signer deux accords clés, l'un lie à l'exploitation conjointe des réserves pétrolières situées à leur frontière maritime, l'autre relatif à la coopération en matière de sécurité notamment à travers l'organisation de patrouilles coordonnées à leurs frontières terrestres. C'est dire que l'action des Nations Unies dans le cadre de la mise en œuvre de l'Arrêt de la CIJ sur la démarcation de la frontière entre ces deux pays est incontestablement un succès probant de l'Organisation en matière de résolution pacifique des conflits et de rétablissement de la confiance.

Le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'ouest a joué un rôle important dans l'identification des nouvelles menaces transnationales, notamment le trafic de drogue et le crime organisé, le terrorisme, la piraterie, et dans la prise de conscience de la nécessité d'une riposte régionale concertée. Nous avons soutenu la CEDEAO dans ses efforts visant à se doter de stratégies et de plans d'action pour faire face à ces menaces. Des 2009, le Bureau a alerté la communauté internationale sur la vulnérabilité du Sahel et la nécessité d'agir ensemble pour aider les pays de cette région. Plus tard, dans la foulée de la crise libyenne, le Bureau a souligné les risques d'instabilité de cette région et a été l'initiateur des efforts qui ont débouché sur l'adoption de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel. Le Bureau a également pris part, de façon active, aux efforts qui ont abouti à l'adoption de la Stratégie pour la sécurité transfrontalière dans les pays de l'Union du Fleuve Mano et à la Stratégie de Lutte contre la piraterie et les vols à main armée en mer dans le Golfe de Guinée.

Depuis le mois de mai 2014, date à laquelle, le Secrétaire général m'a désigné comme son Haut Représentant pour le Nigeria, j'ai mobilisé les différentes entités des Nations Unies pour soutenir les efforts du Nigeria visant à libérer les jeunes filles enlevées à Chibok et à faire face aux problèmes liés à l'insécurité dans le nord-est du pays. Un ensemble de mesures ont été prises par les Nations Unies pour venir en aide aux familles et communautés affectées par les activités du groupe Boko Haram et aider le Nigeria à relever les défis à court, moyen et long terme, posés par l'insécurité dans certaines parties du Nord du pays. Nous avons appelé à une riposte régionale et avons pris part aux efforts visant à promouvoir une coopération régionale pour mieux faire face à la crise sécuritaire au nord du Nigeria et dans la région.

Au moment où je quitte la région, je voudrais exprimer mes meilleurs vœux aux peuples et aux Gouvernements de l'Afrique de l'ouest. Je voudrais en particulier leur exprimer ma solidarité au moment où ils sont aux prises avec la redoutable épidémie de la fièvre à virus Ebola. J'exprime en particulier ma solidarité avec les pays et les populations les plus affectées par cette épidémie à savoir, la Guinée, la Sierra-Leone et le Liberia. J'encourage la communauté internationale à poursuivre ses efforts visant à aider la région à contenir et venir à bout de ce fléau. A cet égard, je salue le travail remarquable effectuée par les différentes équipes médicales déployées dans la région et par la Mission des Nations Unies (UNMEER).

Un certain nombre de pays de la région organiseront des élections dès l'année prochaine. J'encourage les leaders politiques de ces pays à travailler à la création des conditions nécessaires à la tenue de scrutins libres, transparents et pacifiques et contribuer ainsi au renforcement de la démocratie et la stabilité dans la région. Je les invite à privilégier le dialogue dans la recherche de solutions aux différends qui ne manqueront pas de survenir au cours de ces processus.

J'encourage la région à poursuivre sans relâche les efforts en cours visant à prévenir et à lutter contre le terrorisme dans la région du Sahel y compris dans la le nord-est du Nigeria et dans la région du bassin du Lac Tchad. J'invite les Etats concernés à se pencher sur les causes profondes y compris les questions de développement socio-économique et l'éducation qui aggravent la vulnérabilité et érodent la résilience des populations face à la montée en puissance de l'extrémisme religieux et du terrorisme.

En dépit de ces défis qui doivent être relevés, en quittant la région, je demeure optimiste quant à l'avenir de cette région tant le dynamisme, les intelligences et l'aspiration de ses peuples a la paix et à la démocratie et les énergies de ses forces vives, notamment les jeunes et les femmes, sont fortes.

Dès aujourd'hui, je me consacrerai exclusivement à la nouvelle fonction que m'a confiée le Secrétaire général des Nations Unies, celle d'Envoyé spécial pour la région des Grands Lacs. Mon collègue et ami Mohamed Ibn Chambas qui me succède a déjà pris ses fonctions à Dakar. Je pars donc confiant et assuré que les efforts des Nations Unies en faveur de la paix et la sécurité dans la région de l'Afrique de l'ouest seront poursuivies et renforcées sous la direction avisée d'un fils de cette région.

Je voudrais finir en réitérant mon message d'amitié au peuple sénégalais. Durant mon séjour à Dakar avec ma famille, nous avons joui de la chaleur et de l'hospitalité authentique des gens de ce pays. J'en ai fait part à Son Excellence M. Macky Sall, Président de la République du Sénégal, et l'ai remercié chaleureusement. Je tiens à réitérer mes vœux les meilleurs au pays de la Teranga, à son peuple et à son gouvernement. Le Sénégal, comme j'aime à le répéter, est un bien commun à tous les Africains. Ce pays n'est certes pas riche, mais il possède les biens les plus précieux: la paix, la sécurité, la stabilité et la tolérance qu'il doit préserver à tout prix.

Je vous remercie de votre attention.